

JEAN-MARC GASTELLU

L'ARCHIPEL ÉCOLOGIQUE À LA FIN DU XX^e SIÈCLE

Une expérience au Pérou

Le concept d'« archipel écologique », inventé par J. Murra en 1954, est l'un des thèmes fondateurs de l'anthropologie andine (Murra, 1975). Bien que l'accent y soit mis sur les interrelations entre milieu naturel et organisation sociale dans le passé, il s'avère fécond pour un économiste qui essaie de comprendre les transformations du Pérou contemporain. Il reste à expliquer comment cet économiste, ruraliste et africaniste, s'est reconverti dans un domaine qui n'était pas le sien : le monde urbain dans un pays andin.

Le cheminement est chaotique. Engagé dans une étude multidisciplinaire des systèmes de production dans la vallée du Mantaro, j'ai dû me replier à Lima après plusieurs alertes. La première fut dans la vallée du Cañete, quand nous montions vers un village occupé par quelques jeunes gens en rébellion. Avertis à deux ou trois virages de l'arrivée, notre demi-tour a été rapide.

La seconde se produisit au cours d'une pré-enquête. Les questions très motivées de mes interlocuteurs laissaient deviner leurs convictions.

Enfin, la dernière, la plus sérieuse, eut lieu au retour d'une communauté d'altitude, à la tombée de la nuit. La route était barrée de quelques ombres encapuchonnées... Le Mantaro était abandonné en juin 1988, après quelques mois de présence, et nous arrêtons tout projet de recherche dans les Andes en décembre, quand deux jeunes français disparurent de façon tragique.

Il s'ensuivit une période de repli à Lima. L'élection d'un président de la République en 1990 fut l'occasion de lancer une enquête sur les conséquences d'une nouvelle politique économique dans la vie quotidienne des groupes domestiques. Et c'est ainsi que j'en vins aux secteurs informels. L'intérêt pour le milieu rural était cependant maintenu grâce

à la collaboration avec une équipe qui se penchait sur l'histoire de la région de Piura (1).

Plusieurs leçons sont à tirer de cette expérience. Si la recherche a été fragmentée, les circonstances y sont pour beaucoup. De plus, la reconversion au milieu urbain a été opérée sous la contrainte, mais en conservant la démarche d'un économiste ruraliste qui porte autant son attention au groupe domestique qu'à l'individu. Enfin, ces enquêtes m'ont laissé un sentiment de malaise, avec l'impression d'être enfermé dans une « relation messianique ». À cause de la situation désespérée du pays, les habitants attendaient tout d'un étranger, et surtout l'impossible.

À l'origine, je souhaitais me consacrer à l'étude de l'économie paysanne, dans la droite ligne de plusieurs précurseurs (Tchayanov, 1990 ; Péliissier, 1966 ; Mendras, 1976). La méthode était celle d'une économie anthropologique, fondée sur une observation directe et une participation à la vie ordinaire des habitants. Ce thème de recherche était facilité par la richesse de la littérature scientifique. Mais le repli à Lima m'a fait prendre conscience d'un paradoxe. D'un côté, il existe une économie paysanne dans les Andes, sur laquelle nous avons une abondante documentation, de grande qualité. De l'autre, le tiers de la population vit dans la capitale, avec un développement accéléré des activités informelles, en particulier pendant la période de crise extrême, de 1987 à 1990. La paysannerie, tant étudiée, ne serait donc pas la forme d'organisation dominante dans le Pérou contemporain. Ce paradoxe m'a conduit à plusieurs questions. Faut-il toujours dissocier les études en milieu urbain et en milieu rural, ou faut-il tirer parti du fait que la population d'une ville comme Lima est en grande partie d'origine andine ? Mais on ne peut passer aisément d'un monde à l'autre, car ils correspondent à des sensibilités, des formations, des méthodes qui sont différentes. Et puis, des recherches se poursuivent depuis des décennies sur les relations entre la ville et la campagne. Faut-il alors se contenter d'étudier les flux entre ces deux pôles ou pousser plus avant l'analyse ? L'andinité récente d'une fraction importante de la population de Lima ne devrait-elle pas nous guider vers les logiques économiques à l'œuvre dans les sociétés paysannes et les petites activités en milieu urbain ? Et ces logiques n'auraient-elles pas un soubassement commun ? L'hypothèse de ce socle sur lequel se fonderaient à la fois les économies paysannes et les activités informelles sera l'occasion de présenter un cadre d'intégration : le secteur autonome.

1. Une action scientifique programmée (ASP) entre le CNRS et l'ORSTOM a permis une collaboration avec une équipe franco-allemande qui étudiait l'histoire de la région de Piura, dans l'extrême nord du Pérou, sous la responsabilité de Madame A.-M. Hocquenghem, archéologue et anthropologue du CNRS.

L'ARCHIPEL ÉCLATÉ

Les Andes du Pérou forment une mosaïque d'une extraordinaire diversité (Dollfus, 1981). Leur caractéristique majeure est un changement rapide d'altitude, qui pose plusieurs limites à l'activité agricole. Les pentes sont fortes, ce qui oblige à des aménagements. Les températures peuvent être basses, ce qui présente des risques de gelées. L'eau est rare, ce qui rend nécessaire l'irrigation. Ces défis du milieu naturel ont amené les sociétés andines à concevoir une organisation économique qui a été dénommée l'« archipel écologique ».

L'archipel écologique dans le temps

Cette organisation économique a été reconstituée pour la période précolombienne. Elle a été en grande partie détruite avec la conquête européenne.

Le modèle de l'archipel écologique a été élaboré grâce à des travaux d'ethno-histoire qui portaient sur la période comprise entre l'arrivée des Incas (environ 1460) et la conquête (1560). Des textes, les « visites », entreprises dès les premières années de la présence européenne, ont permis cette reconstitution. Dans ce modèle, l'accent est mis sur l'importance du facteur écologique dans l'organisation et le développement des sociétés andines. Un « idéal andin », partagé par plusieurs sociétés, distantes dans l'espace, distinctes par le nombre, voulait qu'un même groupe humain contrôlât un archipel constitué de plusieurs îles de production, réparties sur les deux versants de la cordillère. Ces îles étaient implantées jusqu'à la côte du Pacifique, jusqu'à la forêt amazonienne. Chaque île était colonisée de façon permanente par des occupants originaires d'une même communauté, et cette communauté n'exerçait aucune souveraineté sur les espaces intermédiaires. Des ethnies différentes pouvaient coexister dans une même île. Ainsi, chaque société contrôlait de multiples milieux naturels, qui formaient un macro-système économique aux ressources variées, avec des produits de la mer, de la montagne et de la forêt tropicale (Murra, 1975). Cette organisation, en fait, est antérieure à l'arrivée des Incas, qui l'ont maintenue. Le modèle se caractérise donc par une logique économique qui n'était pas fondée uniquement sur l'agro-pastoralisme.

Il n'était pas universel. Une disciple de J. Murra a montré que la région de Canta, au-dessus de Lima, a échappé à l'organisation en archipel. À l'époque précolombienne, cette zone se caractérisait par une simple succession d'étages écologiques, c'est-à-dire spécialisés dans une ou plusieurs productions, sans recherche d'une diversification dans d'autres parties du pays (Rostworowski, 1989).

La conquête a détruit les archipels écologiques. Le noyau de peuplement dans les Andes était l'*ayllu*, unité à la fois politique et sociale. Or le vice-roi Toledo a procédé, à partir de 1570, à une politique de regroupement des *ayllus* dans les fonds de vallées pour en assurer un meilleur contrôle. Ce déplacement des centres de pouvoir a été accompagné de mutations du système agraire. Un bétail d'origine européenne a été introduit et l'on est passé d'un système d'équilibre entre agriculture et élevage à un système où l'élevage est devenu dominant. De plus, l'exploitation des mines a été poussée. Les archipels ont disparu. Le contrôle d'une série continue d'étages est devenu la règle générale. Les communautés se cantonnaient à l'agro-pastoralisme et au travail des mines. Avec le régime de l'*encomienda*, puis le partage de l'espace entre haciendas, les flux d'échange ont été détournés et recomposés. La logique économique était celle d'un repli. Au lieu d'une diversification ample des activités vers la côte ou la forêt, on se contentait d'une répartition des risques dans le domaine agro-pastoral, aux abords immédiats des noyaux de peuplement.

Une réinterprétation de cette organisation a été présentée. Il n'y a pas d'idéal andin, mais une contrainte due aux difficultés du milieu naturel, retournées en avantages par les habitants. La rationalité de l'organisation andine réside dans une complémentarité des productions et une superposition des cycles de production selon les étages écologiques, ce qui permet de distribuer au mieux la force de travail familiale. Cette organisation est démultipliée par les possibilités qu'offre l'irrigation (Gölte, 1980).

Cependant, d'une façon générale, l'évolution s'est faite d'une logique ample de diversification des ressources à une logique restreinte de répartition des risques. Une communauté andine ne contrôle plus que quelques étages écologiques. Et la fragmentation se poursuit avec l'autonomie progressive des quartiers de chaque communauté...

L'économie paysanne de nos jours

Malgré la diversité des activités rurales dans les Andes, l'économie paysanne reste la forme d'organisation dominante. C'est un mode de vie orienté vers la production agricole. Le groupe domestique est l'unité où s'élabore cette production, et il s'insère dans un marché, qu'il soit local, national ou international. Ce groupe domestique est en situation de reproduction simple et il s'enracine dans un terroir.

Cette économie paysanne n'est en rien spontanée. Elle est le fruit d'une politique économique. La Réforme agraire de 1969 a supprimé les haciendas et créé, à leur place, des organismes associatifs qui regrou-

paient leurs anciens employés. Un statut juridique de « communauté paysanne » a été accordé en 1970 aux noyaux de peuplement qui avaient survécu ou s'étaient recréés. La prohibition d'une vente des terres y était affirmée, ce qui freinait la naissance d'un marché foncier. Le maintien, ou l'accentuation, selon les cas, des caractères d'une économie paysanne en découle (Gastellu et Baca, 1994).

Dans le même temps, le gouvernement inaugurerait une politique d'importation de denrées alimentaires en faveur des villes. Cette politique était facilitée par une surévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain et par un accès aisé à des prêts internationaux (Gómez Galarza, 1994). Elle eut une double conséquence pour l'économie andine. C'était une désincitation pour la production agricole alors que la vie des villes était rendue attractive. Les migrations vers la capitale se sont accélérées, mouvement amplifié avec le développement d'une « violence armée » dans les Andes à partir de 1980 (2).

Il est difficile de brosser les caractères généraux de cette économie paysanne tant elle est variée, que ce soit par le milieu physique, le peuplement humain, les institutions sociales. Une illustration peut en être fournie. Une enquête sur l'organisation du travail agricole à Frias, dans l'extrême nord du pays, a révélé que les femmes étaient absentes de tâches comme les semis et les récoltes. Ce résultat est paradoxal quand on sait qu'on les trouve dans ces opérations culturelles dans les Andes centrales. L'histoire des systèmes de production explique cette divergence (Barrera, Hocquenghem, Gastellu *et al.*, 1993).

Cette diversité doit être cependant dépassée dans un essai de comparaison avec les activités accomplies en milieu urbain.

L'organisation économique repose sur deux pôles : le groupe domestique et les réseaux de coopération. La composition du groupe domestique se modifie selon les étapes de son cycle de vie, les activités saisonnières, les régions, les étages écologiques, les identités culturelles... Cependant, ce groupe domestique se repère grâce à un centre de décision principal, une équipe de travail permanente, bien qu'affectée de variations, et des outils de travail qui lui sont propres (Dale, Gastellu et Valer, 1990). L'emploi d'une main-d'œuvre salariée est rare. On a parfois recours à des journaliers pour quelques tâches urgentes. De nos jours, l'agro-pastoralisme s'insère dans une forte pluri-activité (Kholer et Tillmann, 1988).

2. Les auteurs péruviens utilisent le terme de « violence armée » pour souligner le fait que cette violence n'est pas le fait que des groupes terroristes, mais aussi des forces qui sont chargées de les réprimer.

Le rôle de la communauté paysanne a été surévalué dans la littérature consacrée aux Andes (Mossbrücker, 1990 ; Bey, 1994). En fait, de nombreux réseaux de coopération existent qui se fondent dans la parenté, consanguine ou rituelle (*padrinazgo, compadrazgo*), dans le voisinage, dans des associations d'utilisateurs de biens collectifs, dans des confréries et fraternités religieuses, voire dans de nouvelles branches protestantes comme les Evangélistes... Ces réseaux sont les canaux d'une entraide entre groupes domestiques, dont les témoignages sont anciens (Garcilaso de la Vega, 1982). L'entraide est fournie soit pour des tâches de production (*ayni*), et dans ce cas elle est symétrique, soit pour l'entretien de biens collectifs ou de services communs, auquel cas elle est asymétrique (*faenas*) (Alberti et Mayer, 1974). Les réseaux assurent donc un rôle de régulation en garantissant une cohésion qui est indispensable à la continuité de l'activité de production. Ils se tissent sur des relations personnelles institutionnalisées, qui sont réaffirmées à l'occasion des fêtes rituelles, avec l'accomplissement de devoirs et obligations (Adams, 1991).

Le critère de partage des décisions réside dans la dimension de l'action à entreprendre. L'organisation quotidienne de la production relève du groupe domestique alors que les travaux qui touchent aux biens collectifs ou aux services communs dépendent du groupe des utilisateurs, qui prennent en commun leur décision. La faible productivité de cette agriculture paysanne est souvent évoquée sans qu'elle ait jamais été mesurée ni rapportée aux conditions du milieu naturel (Morlon, 1992).

L'incomplétude des marchés rend le groupe domestique en grande partie autonome à l'égard des facteurs de production. Le moyen principal d'acquisition de la terre est l'héritage ou l'appartenance à une communauté paysanne. Il ne faut, d'ailleurs, pas confondre plusieurs ordres de faits et voir apparaître de la propriété privée ou une individualisation de la terre là où l'on observe seulement une appropriation de l'usage par les groupes domestiques (Gastellu, 1994b). La force de travail est familiale, complétée par une entraide. Ainsi, chaque producteur relève à la fois de deux sphères : une sphère d'échange marchand et une sphère d'échange non marchand (Gölte et Cadena, 1983), ce qui explique la logique économique.

L'éthique andine se manifeste dans deux traits majeurs. D'abord, une autonomie de décision imprègne l'organisation du travail quotidien, ce qui se traduit par une souplesse d'adaptation dans la détermination et la répartition des tâches. L'agriculteur a une expérience de producteur indépendant. Ensuite, cette éthique valorise l'effort, le labeur, la valeur du travail. Son origine est à chercher non dans une morale religieuse, mais dans les difficultés extrêmes du milieu naturel (Adams, 1991).

Le calcul économique ne vise pas qu'une maximisation, ni même une optimisation de la production ou des revenus, car les acteurs sont insérés dans deux sphères d'échange. Leurs réactions aux prix ne sont pas de même nature en période de prospérité ou de dépression. Si l'offre est élastique par rapport aux prix dans une bonne conjoncture, elle devient inélastique quand le contexte s'inverse (Gómez Galarza, 1994). Dans ce dernier cas, la satisfaction des besoins est mise simplement en balance avec la pénibilité du travail (Tchayanov, 1990). D'ailleurs, ce calcul ne se limite pas aux seules productions végétales et animales. Un indice de la diversité des activités économiques apparaît avec la faible place qu'occupe l'agriculture au sens strict dans le temps de travail de quelques familles de la vallée du Mantaro (Martínez et Barrera, 1989).

L'archipel écologique de l'époque précolombienne s'est effrité au long du temps. Une logique de défense contre les risques a succédé à une logique de recherche de la diversification des ressources. De nos jours, l'économie paysanne dans les Andes repose sur le groupe domestique et des réseaux de coopération, avec un partage des décisions selon la dimension des tâches à entreprendre. L'éthique andine met en avant l'autonomie des producteurs et le labeur. Le calcul économique s'adapte à la conjoncture et une forte pluri-activité montre que nous sommes dans une phase de rediversification des ressources. Ces caractères doivent être rapprochés de ceux des activités informelles en milieu urbain.

LA VILLE INFORMELLE

L'attention s'est portée sur les activités informelles au cours de l'enquête sur les comportements des groupes domestiques face à la politique de « Fujichoc » d'août 1990 (3). Ces résultats sont englobés dans d'autres recherches menées sur le même thème au Pérou pour ébaucher une comparaison avec l'organisation et la logique de l'économie paysanne.

Approche de l'informalité

À Lima, la stratification économique transparait dans les zones de résidence, selon les critères d'une échelle socio-économique sur laquelle les individus se répartissent d'eux-mêmes (4). Les résultats de l'enquête ont donc été interprétés selon les quartiers.

3. Politique de « Fujichoc » en août 1990 : hausse brutale des prix à la consommation, restructuration du système des prix et plan d'accompagnement social, jamais mis à exécution par faute de ressources fiscales.
4. Les critères de stratification sont : le quartier de résidence, le type d'habitation, l'activité socio-professionnelle, mais aussi l'apparence physique. On distingue trois catégories : *clase alta*, *clase media*, *clase baja*, avec des échelons intermédiaires : *clase media alta* ou *media baja*.

En réponse au Fujichoc, deux comportements majeurs s'observent. Les groupes domestiques des catégories moyennes ont procédé à une très forte réduction de leur épargne pour faire face aux dépenses de la vie quotidienne, avec retrait des dépôts en banque et vente de dollars dans la rue. On a veillé, aussi, à réduire les dépenses, surtout l'alimentation. Mais les relations au sein du groupe domestique n'ont pas été modifiées. Dans les catégories défavorisées, l'effort s'est porté sur une réduction drastique de la consommation : les trois repas quotidiens n'étaient plus assurés. On a démultiplié les activités, à la recherche de « petits boulots » (*cachuelos*), en particulier chez les femmes et les enfants. La hausse brutale du coût des transports a obligé à se déplacer à pied. Et la cellule constituée d'une mère et de ses enfants est apparue comme le seul noyau stable d'organisation dans cette période troublée.

Les changeurs de la rue, qui se sont multipliés entre 1987 et 1990, fournissent un exemple de diversification des activités. D'abord cantonnés dans le cœur historique de la capitale, ils ont peu à peu envahi les quartiers résidentiels.

Au cours de l'épisode d'hyperinflation ouverte, la monnaie nationale a perdu nombre de ses fonctions. Les biens de luxe étaient réglés directement en dollars, et les agents changeaient leur solde en dollars à chaque fin de semaine ou de mois pour les revendre au jour le jour selon les besoins. La perte des fonctions de la monnaie nationale s'accompagnait de quelques falsifications. Mais la monnaie-refuge était, elle aussi, atteinte. Les changeurs de la rue refusaient d'acheter un billet authentique, mais légèrement écorné, déchiré ou taché, alors que les banques étaient dans l'obligation de le reprendre. Deux circuits monétaires coexistaient. Pour comprendre le phénomène, il a fallu se pencher sur l'organisation sociale des changeurs.

Ces changeurs sont organisés en réseaux de coopération, ce qui est une nécessité car l'activité présente de nombreux risques. Un réseau comprend deux pôles : le ou les prêteurs, le groupe de changeurs. Il s'établit selon différentes affinités comme l'appartenance à un même groupe domestique, l'amitié, le voisinage. Ces réseaux sont très divers par leur composition, mais un type s'est répandu pendant cette période, quand prêteurs et changeurs appartenaient au même groupe domestique. De plus, les changeurs de la rue exercent une concurrence factice auprès des clients, mais, en fait, ils sont liés par une forte coopération, qui se révèle dans des tontines, établies entre des individus qui se font confiance.

Avec l'émergence d'un réseau fondé surtout sur le groupe domestique, une logique économique, qui fait une référence implicite à l'échange et au troc, a pris une importance croissante dans le marché monétaire, ce qui explique que même le dollar a été traité en objet et non

comme une monnaie. En filigrane derrière l'organisation des changeurs, on voit apparaître des références andines telles que le groupe domestique comme centre des activités économiques, la coopération, la valeur d'usage (Gastellu, 1996). D'autres institutions portent la même marque.

Deux innovations éveillent l'intérêt car elles montrent comment la norme andine de coopération est réinterprétée en milieu urbain. Elles nous enseignent, aussi, que l'informalité ne se réduit pas aux seules activités économiques.

Les « invitations payantes » sont antérieures à la crise, mais elles ont proliféré pendant cette période. Ce sont des réunions dansantes, avec accompagnement de plats à consommer et de boissons. Le but est de trouver des ressources pour satisfaire des besoins jugés urgents. La participation à la fête est acquise grâce à l'achat anticipé d'un carton d'invitation, qui donne droit à une portion du plat à consommer. La notion de gratuité est donc absente de ces invitations, et la vente des cartons permet, pour les organisateurs, de faire face à toutes les dépenses. La logique apparente est un gain monétaire. Mais on voit surgir une autre logique, sous-jacente, qui est celle de la réciprocité. Les invités à qui l'on propose des cartons ne sont pas choisis au hasard. Ce sont des parents résidant à Lima, des amis, des voisins. Et les organisateurs sont tenus de se rendre à leur tour aux fêtes préparées par des participants. Cette réciprocité éveille des consonances andines dans une institution née en milieu urbain. Mais il ne s'agit pas d'une simple transposition. La réciprocité s'établit entre partenaires de statut égal, ce qui n'est que l'une des relations qu'offre la communauté andine. Le modèle d'origine a été réélaboré en milieu urbain.

Si les invitations payantes sont lancées plutôt au sein des catégories moyennes, une autre initiative a vu le jour parmi les catégories défavorisées. Par manque de ressources fiscales, les réfectoires populaires (*comedores populares*) ont été fermés après le Fujichoc. Les mères de famille d'un pâté de maisons se sont alors regroupées pour préparer chaque jour, et à tour de rôle, le repas de midi. La vente des portions, à très bas prix, assurait l'achat des produits alimentaires pour le lendemain, et le travail de chaque femme était considéré comme bénévole, c'est-à-dire gratuit. Ces « marmites communes » (*ollas comunes*) révèlent à la fois l'émergence d'une cellule d'organisation plus étroite que le groupe domestique, puisque restreinte à une mère et à ses enfants, et une coopération de voisinage qui trouve, elle aussi, sa source dans le monde andin (Gastellu, 1994).

Cette approche de l'informalité prend toute sa signification quand elle est replacée dans le courant de recherche qui porte sur ce thème au Pérou.

Similitudes avec l'économie paysanne

En quarante ans, la population rurale du Pérou a perdu son importance relative au sein de la population totale :

Années	Population urbaine	Population rurale
1940	26,9 %	73,1 %
1961	40,1 %	59,9 %
1972	53,2 %	46,8 %
1981	58,0 %	42,0 %

Source : Chávez (1990 : 110).

À Lima, le poids électoral des districts populaires a augmenté en vingt ans :

1963	8,5 %
1980	26,7 %
1986	43,7 %

Source : Grompone (1991 : 38).

Ces migrants sont en majorité originaires des Andes. Ils forment 68% de ceux qui sont arrivés à Lima entre 1967 et 1972 (Chávez, 1990). Les titres des ouvrages qui leur sont consacrés soulignent leur esprit d'entreprise : « conquérants d'un nouveau monde » (Degregori, Blondet et Lynch, 1986), « les chevaux de Troie des envahisseurs » (Gölte et Adams, 1997), « les autres entrepreneurs... » (Adams et Valdivia, 1991). Le lien est clairement établi entre le développement des activités informelles et cette migration, qui est le signe d'une rupture et d'une soif de progrès. Les nouveaux venus apportent un savoir-faire puisé dans l'expérience des foires et des circuits commerciaux de la région d'origine (Adams, 1991). Cependant, il faut se garder de toute simplification. Les résidents des quartiers périphériques de Lima appartiennent à la fois aux secteurs formels, avec une population d'ouvriers et de petits employés, et informels. Et, pour ces derniers, tous les agents ne sont pas issus des migrations (Grompone, 1991 : 46).

Une similitude des activités informelles avec les sociétés paysannes apparaît dans l'organisation économique, qui s'appuie sur deux pôles : le groupe domestique et des réseaux de coopération.

Le groupe domestique est constitué en unité de production, dotée de caractéristiques spécifiques : faible degré de capital, faible degré de complexité technologique, faible division technique du travail, faible niveau de qualification, petites dimensions de l'entreprise, faible développement des relations salariales, faible respect des règles juridiques et institutionnelles (Chávez, 1990 ; León et Cermeño, 1990). L'emprunt pour la production y est perçu comme un risque. La relation de travail est très personnalisée même quand il existe du salariat (Adams, 1991). Toutes ces caractéristiques sont très proches de celles de l'unité de production dans les sociétés paysannes. Et le début de l'activité est facilité par une accumulation primaire, obtenue souvent en milieu rural.

Ces groupes domestiques s'insèrent dans des réseaux de coopération, établis sur des liens familiaux, religieux, de voisinage, de sous-traitance (Grompone, 1991 : 48), ou fondés sur une même provenance géographique. L'appartenance à ces réseaux fournit à la fois une entraide, en particulier pour un financement, et un flux d'informations face aux tentatives de l'État, des banques et des municipalités (Chávez, 1990 ; Adams, 1991). L'action de corporations et d'associations joue dans le même sens. Ces réseaux sont mis à contribution pour les débuts et la croissance d'une activité. Ils sont en constante transformation.

La similitude se confirme avec les logiques économiques. La décennie de 1980 se distingue, au Pérou, par une extension parallèle des économies familiales et des activités informelles (Grompone, 1991 : 40 ; 43). De ce fait, la sphère d'échange non marchand s'amplifie, ce qui accroît l'incomplétude des marchés. Le développement des secteurs informels pourrait être un indice de rétrécissement des marchés de type concurrentiel, ce qui contredirait l'idée reçue d'une croissance linéaire et continue de l'économie de marché.

L'incomplétude des marchés, à laquelle suppléent les réseaux de coopération, répond à une nécessité. Les marchés sont segmentés selon les revenus des consommateurs, et les secteurs informels s'adressent à une demande particulière, sans concurrence avec les grandes entreprises (León et Cermeño, 1990). Leur productivité ne devrait, alors, être mesurée que par rapport à ce segment de marché.

Une éthique du travail, de l'austérité, de l'épargne s'explique par l'origine andine d'une grande partie des actifs des secteurs informels. Cette éthique inspire, aussi, un désir d'autonomie dans les activités en milieu urbain, qui suscite une instabilité de la force de travail. En effet, comme dans l'économie paysanne, les dépendants sont des responsables d'unités de production en puissance. Une fois que l'apprentissage d'un métier a été acquis dans une entreprise ou un atelier, ils aspirent à devenir leur propre maître (Adams, 1991 : 50 ; Grompone, 1991 : 35).

L'exemple des changeurs de la rue montre que le calcul économique vise une maximisation du revenu monétaire. Mais cette maximisation s'accomplit parfois dans le cadre du groupe domestique, s'inscrit souvent dans des réseaux de coopération comme les tontines, les invitations payantes, voire les parties de football avec pari. Ce calcul se colore ainsi d'entraide. Et il s'exerce à l'égard de diverses activités conduites autant à l'échelon du groupe domestique qu'à celui de chacun de ses membres. La diversité des ressources est une nécessité en période de crise.

L'organisation et la logique économiques de l'informalité à Lima présentent plusieurs similitudes avec l'économie paysanne dans les Andes. Les deux mondes sont en étroite relation par les migrations. On ne doit cependant pas les réduire l'un à l'autre, mais plutôt chercher un cadre commun d'intégration.

LE SECTEUR AUTONOME

L'hypothèse d'un secteur qui engloberait l'économie paysanne et les activités informelles vient de l'observation des élections présidentielles de 1990 au Pérou. Au premier tour, plus de la moitié des suffrages est allée à deux candidats qui se voulaient indépendants des partis politiques. L'électorat de « Cambio 90 », la coalition qui soutenait la candidature d'A. Fujimori, regroupait les banlieues défavorisées de Lima et six départements andins. Ce bloc a triomphé au second tour. Quand on analyse la campagne d'A. Fujimori, la recherche d'une alliance entre milieux urbain et rural se dessine clairement. Sa formation est celle d'un ingénieur agronome. Recteur de l'Université nationale agraire La Molina en période de crise, il a su prouver sa compétence. D'ascendance japonaise, il possède un stéréotype ethnique qui n'est pas sans rappeler quelques traits du monde andin, qu'il a très bien su traduire dans un slogan : « honnêteté, technologie, travail ». La visite des quartiers pauvres de Lima s'est faite au volant d'un tracteur (« Fujimovil ») : le lien entre les deux mondes était établi (Gastellu, 1993).

La présentation du secteur autonome comme cadre d'intégration de l'économie paysanne et des activités informelles nous amènera à nous interroger sur la logique qui l'anime.

Un cadre d'intégration

L'hypothèse d'une similitude entre économie paysanne et artisanat, considérés comme des activités autonomes, n'est pas récente. Elle était formulée dès 1924 :

« Le paysan et l'artisan travaillent de manière indépendante, ils sont complètement responsables de leur production et de leurs autres activités économiques » (Tchayanov, 1970, trad. Couty).

L'organisation économique du secteur autonome s'appuie sur le groupe domestique et les réseaux de coopération. Le groupe domestique, à la ville comme à la campagne, forme l'unité de production, c'est-à-dire qu'il se présente comme un noyau qui regroupe, de façon complémentaire et en interrelation, toutes les activités économiques des membres qui le composent. Le chef de famille est responsable de la gestion quotidienne de ce noyau, même si chaque membre peut jouir d'un certain degré d'indépendance dans l'accomplissement de ses occupations. En d'autres termes, ce responsable est autonome dans les décisions de production quotidiennes, ce qui ne l'empêche pas d'avoir recours à des réseaux de coopération quand le besoin s'en fait sentir. Et ces réseaux empiètent peu sur son autonomie puisqu'ils ne font que suppléer aux défaillances qui apparaissent dans la trame des occupations habituelles. Ces réseaux sont fondés sur différentes affinités et ils se composent de pôles répartis dans l'espace : dans le village d'origine, en milieu urbain, en zone de colonisation, voire à l'étranger, aux États-Unis ou en Europe... Dans le cas de Quinches, dans la vallée de Cañete, des échanges de biens se font entre les habitants du village et leurs parents établis sur la côte, à Mala ou Lima (Mossbrücker, 1990). Dans d'autres communautés de la même vallée, les liens sont constants entre le groupe d'enfants scolarisés en ville et le lieu de provenance (Bey, 1994). L'attachement à la terre d'origine pourrait être l'une des caractéristiques majeures du secteur autonome. Quand cet attachement disparaît, quand les activités ne s'appuient plus sur des réseaux de coopération mais sur les mécanismes du marché, on est en train d'abandonner le secteur autonome pour intégrer des activités davantage formelles.

Les réseaux de coopération ne sont d'ailleurs pas composés que de paysans et d'agents des secteurs informels. Toute une gamme d'activités s'y trouvent étroitement mêlées. Et il faut éviter une vision statique. Les particularités du marché du travail en Amérique Latine font que formel et informel se succèdent, et même coexistent, au sein des mêmes unités économiques (Palma, 1988).

L'autonomie des responsables des unités de production a été repérée par rapport aux appareils politiques. Elle se manifeste pleinement face aux circuits de l'État. Si les superficies totales d'une communauté paysanne sont connues, il n'y a pas de chiffres sur les surfaces cultivées chaque année. Les cultures illégales, pratiquées comme activité saisonnière dans les piémonts amazoniens, échappent à tout contrôle. En ville, le non enregistrement des activités informelles a parfois été pris comme un critère de définition de ce secteur. Cette autonomie n'est que relative et ne doit pas être érigée en dogme. Tous les acteurs savent jouer d'une certaine dépendance à l'égard de l'État ou des organisations non

gouvernementales dès que des intérêts sont en jeu, selon un calcul qui vise cependant l'autonomie de la cellule de production.

Cette autonomie apparaît aussi à l'égard du marché des facteurs. L'appartenance à une communauté paysanne donne accès à la terre en milieu rural. La gratuité de cet accès, en ville, est assurée par des « prises de terre », des « invasions » qui révèlent des failles dans l'organisation juridique du marché foncier. Dans les villages, on n'a recours à une main-d'œuvre salariée qu'en de rares occasions, et encore s'agit-il de « journaliers » pris dans des relations interpersonnelles. Le salariat y est « impur » car il comprend des rémunérations non marchandes (Baca, 1982). De même, les activités informelles se qualifient par une petite dimension et un faible nombre de salariés, choisis selon des apparentements ou des affinités, et non sur le marché du travail. Le degré d'équipement en capital est réduit, la technologie simple : le détour de production n'est guère développé. À la campagne, on n'utilise qu'en partie des consommations intermédiaires, selon une rationalité toute paysanne qui retient des engrais pour telle parcelle et pas pour telle autre, alors qu'en ville il y a peu ou pas de transformation du produit. Il en résulte un faible endettement pour la production, c'est-à-dire une autonomie à l'égard des circuits financiers, du moins tant que les acteurs n'ont pas été pris dans l'engrenage des projets de développement. Les emprunts se feront davantage au sein des réseaux de coopération qu'auprès des banques. L'autonomie à l'égard des facteurs de production s'explique par l'incomplétude des marchés. Elle paraît un critère essentiel, car elle est plus sensible dans l'économie paysanne et les secteurs informels que dans les branches d'activités modernes, ce qui permet, aussi, une plus grande souplesse d'adaptation face aux soubresauts de la conjoncture.

À l'inverse, la dépendance est plus grande à l'égard du marché des produits, puisque les réactions aux prix sont fortes, du moins en phase de prospérité pour l'économie paysanne. Cette distinction s'approfondit quand on s'intéresse au marché des produits alimentaires. Alors que l'approvisionnement en nourriture est fourni, en économie paysanne, par des parcelles vouées aux cultures pour l'autoconsommation, il n'est assuré qu'en faible partie par les réseaux de coopération pour les secteurs informels. Dans ce cas, la plus grande partie de l'alimentation doit être achetée sur le marché, ce qui explique une croissance continue de la demande alimentaire, parallèle aux migrations. Le degré d'autonomie des secteurs informels est moindre que celui des économies paysannes face au marché des denrées alimentaires.

On le voit, similitude ne veut pas dire ressemblance. Les secteurs informels ne sont pas l'économie paysanne. Si le groupe domestique est l'unité de production dans les deux cas, les réseaux de coopération ne sont pas de même nature car les relations internes à une communauté

andine ne sont pas transposées telles quelles en milieu urbain. De plus, aussi bien en milieu rural qu'en ville, tout un gradient d'unités de production s'étend de l'agriculture familiale à l'agriculture industrielle, de la vente ambulante à la micro-entreprise. Le secteur autonome ne regroupe que des activités coordonnées par des groupes domestiques. Et les logiques économiques sont semblables sans être identiques, ne serait-ce qu'en raison des domaines d'activité et des contextes dans lesquels elles s'emboîtent. En économie paysanne, si la réaction aux prix est forte en période de prospérité, les membres du groupe domestique se limitent à un calcul entre satisfaction des besoins et pénibilité du travail quand la conjoncture s'inverse. Dans les secteurs informels, au contraire, une forte insertion dans le marché des denrées alimentaires oblige chaque membre du groupe domestique à multiplier les petites activités dans les épisodes de crise, et non à mesurer ses efforts. Si l'on retrouve à la fois la maximisation de l'activité et l'entraide au sein de réseaux de coopération, il semblerait que le calcul entre satisfaction et pénibilité soit restreint à l'économie paysanne.

Le secteur autonome se forge une identité dans l'imaginaire (Althabe, 1969). Le culte de Sarita Colonia, sainte populaire non reconnue par l'Église catholique, en témoigne. En fait, nous ne savons presque rien de sa vie. Née dans les Andes, elle est décédée à Lima en 1940, à vingt-six ans, après avoir travaillé comme employée domestique. Sa dépouille a été déposée à Callao dans une fosse commune, détruite. La dévotion est née vers 1960, à la suite d'un miracle. Elle était limitée aux marginaux de la société de Callao : prostituées, homosexuels, dockers... Puis, elle s'est étendue à tous les déracinés, à tous les immigrés en milieu urbain (Ortiz Rescaniere, 1990). Elle a gagné d'autres pays d'Amérique du Sud. Cette sainte, grâce à l'exemplarité d'une vie recréée par l'imaginaire collective, est devenue la protectrice des secteurs informels, un double intercesseur entre le monde andin et Lima, entre les humbles et le ciel. Elle exprime le besoin de reconnaissance de toute une fraction de la population.

Cet imaginaire se tisse aussi en milieu rural, avec d'étranges réinterprétations de cultes anciens. Au cours du pèlerinage de Qoyllor Riti, dans la région de Cusco, certains rituels sont des simulacres d'affaires commerciales. Un temps et un espace sacrés doivent favoriser leur accomplissement dans le monde concret. Au-delà de cette similitude entre économie paysanne et activités informelles, une même logique de redéploiement des ressources se profile.

Résurgence de l'archipel écologique ?

À l'époque précolombienne, la logique de l'archipel écologique était la recherche d'une diversification ample des ressources. Cette logique renaît dans le secteur autonome de nos jours.

Cette diversification est opérée sous la contrainte, avec les mutations qui affectent la communauté andine. D'abord, l'espace paysan se transforme. Dans la zone de Cusco, les relations entre la campagne et la capitale régionale étaient monopolisées par les grands propriétaires avant la Réforme agraire. Désormais, depuis la disparition des haciendas, l'espace des travailleurs s'est dilaté jusqu'à la ville (Mesclier, 1993). De plus, la scolarisation provoque une recomposition au sein des communautés paysannes. La reproduction du groupe domestique passe, dorénavant, par l'école et non plus par la seule activité agro-pastorale (Bey, 1994). Enfin, les retours d'anciens migrants ont un impact sur la dynamique de la communauté d'origine. Ces retours sont le fait d'agents qui font montre d'une réussite économique et sociale. Fonctionnaires ou enseignants, ils ne sont pas issus des secteurs informels (Brougère, 1992). La réémigration de jeunes déscolarisés agit dans le même sens (Blum, 1993). Le milieu rural est de plus en plus ouvert sur la ville.

Mais une ruralisation progressive du monde urbain se produit aussi, non pas tant par la croissance d'une agriculture périphérique que par le peuplement, d'origine andine en majorité. Une logique économique se propage qui n'est pas fondée que sur le profit ou le salariat, mais aussi sur l'entraide, le troc et la valeur d'usage. Lima apparaît alors comme une île de production qui s'ajoute à d'autres zones, exploitées dans d'autres parties du pays (Ossio, 1990). Au pôle principal, implanté dans la communauté d'origine, sont reliés des noyaux dans les villes pour l'exercice de petites activités et la scolarisation des enfants, dans les Andes pour le travail des mines ou l'artisanat, en forêt pour des cultures tropicales, parfois illicites, enfin à l'étranger, pour l'élevage aux États-Unis, pour de menues tâches en Europe. Ces noyaux forment autant d'îlots répartis dans l'espace, sans contrôle des territoires intermédiaires. La logique de la diversification des ressources se déploie, après une longue phase de confinement.

Faut-il prétendre, pour autant, que les logiques économiques sont les mêmes dans les groupes domestiques d'origine et dans les noyaux qui en sont issus, en particulier en ville ? Ce n'est sans doute pas le cas puisque le modèle de la communauté andine est idéalisé et réinterprété, adapté selon les milieux. Mais ces logiques, semblables et distinctes, se côtoient, se confrontent et s'interpénètrent au sein des réseaux de coopération.

CONCLUSION

Les conséquences de cette résurgence de l'archipel écologique sont de deux ordres. Dans le domaine de la recherche, nous devons considérer, à l'avenir, les tâches agricoles et les activités urbaines comme un système dont tous les éléments sont en interrelation. Les problématiques et les pratiques d'étude du monde rural s'en trouveront bouleversées, ainsi que le dialogue avec des spécialistes de disciplines techniques, qui ne peuvent renier leur champ scientifique. Plus que jamais l'interdisciplinarité doit être posée comme un objet de recherche (Gastellu, Germain, Hervé *et al.*, 1994b).

Sur le plan politique, le secteur autonome n'est pas à libéraliser puisque déjà doté de ce qui est tant vanté dans les nouvelles politiques économiques. Un accroissement de la production ne passe pas uniquement par les prix et l'extension des marchés. Il viendra d'une amélioration des conditions de la production, c'est-à-dire l'aménagement de l'infrastructure en milieu rural (Baca, 1991) et la sécurisation des petites activités en milieu urbain.

Chaque terrain est l'occasion de mettre en évidence quelques éléments de ce substrat que serait une économie paysanne, universelle dans sa diversité. L'expérience vécue au Pérou a bénéficié de trois apports. D'abord, toutes les recherches menées dans les Andes le répètent à l'envi : l'agricole, l'agraire, le rural s'ancrent dans l'écologique. Dans les sociétés paysannes, l'organisation économique est étroitement liée au milieu naturel. Ensuite, un secteur autonome, qui regroupe l'économie paysanne et les activités informelles, semble prendre corps avec la croissance des migrations vers les villes. L'émergence de ce secteur doit beaucoup à la crise économique, à la démission de l'État, à une désorganisation généralisée. Le groupe domestique est un recours face à ces défis contemporains, avec des comportements et des enseignements qui puisent dans la vie paysanne. Enfin, la diversification actuelle des activités s'inscrit dans une histoire longue. Repérée pour l'époque précolombienne, et même préincaïque, elle a subi une éclipse après la conquête qui a confiné les communautés andines à l'agro-pastoralisme et au travail des mines. Elle réapparaît à la fin du XX^e siècle, en période de crise.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams N., 1991. «Lo cultural en el surgimiento del sector informal»,
in : Adams N., Valdivia N., éds, 1991 : 19-115.
- Adams N., Valdivia N., 1991. *Los otros empresarios. Ética de migrantes
y formación de empresas en Lima*, Lima, IEP, 186 p.
- Alberti G., Mayer E., 1974. «Reciprocidad andina : ayer y hoy», *in* :
Alberti G., Mayer E., éds, 1974 : 13-37.

- Alberti G., Mayer E., 1974. *Reciprocidad e intercambio en los Andes peruanos*, Lima, IEP, 360 p.
- Althabe G., 1969. *Oppression et libération dans l'imaginaire*, Paris, F. Maspero, 358 p.
- Baca E., 1982. Economía campesina y mercados del trabajo. Caso del valle sagrado de los Incas, Cusco, Universidad nacional San Antonio Abad, 347 p., mimeo.
- Baca E., 1991. «El modelo liberal y sus limitaciones», *Sur*, 29 mars : 6.
- Barrera M., Gastellu J.-M., Hocquenghem A.-M., Tueros R., 1993. «Le travail des femmes à Frias : modèle andin et variante régionale», *Bull. Inst. fr. études andines*, 22 (3) : 739-761.
- Bey M., 1994. *Le meilleur héritage. Stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou*, Paris, ORSTOM, coll. A travers champs, 204 p.
- Blum V., 1993. «Modernización y crisis : la economía campesina en el sur andino del Perú», in : Linck T., éd., 1993 : 57-60.
- Brougère A.-M., 1992. *¿Y por qué no quedarse en Laraos ? Migración y retorno en una comunidad altoandina*, Lima, IFEA-INANDEP, 202 p.
- Bustamante A., Chávez E., Grompone R., Machacuay S., Riofrío G., 1990. *De marginales a informales*, Lima, Desco, 178 p.
- Chávez E., 1990. «El empleo en los sectores populares urbanos : de marginales a informales», in : Bustamante A. et al. : 71-125.
- CIRAD-SAR, éd., 1994. *Recherches-système en agriculture et développement rural*, Montpellier, CIRAD-SAR, 1006 p.
- Dale C., Gastellu J.-M., Valer L., 1990. «Familia, comunidad campesina y unidad de producción en el Perú», in : Eresue M., Gastellu J.-M., Malpartida E., Poupon H., eds, 1990 : 440-457.
- Degregori C.I., Blondet C., Lynch N., 1986. *Conquistadores de un nuevo mundo. De invasores a ciudadanos en San Martín de Porres*, Lima, IEP, 312 p.
- Degregori C.I., Grompone R., 1991. *Elecciones 1990. Demonios y redentores en el nuevo Perú. Una tragedia en dos vueltas*, Lima, IEP, 142 p.
- Dollfus O., 1981. *El reto del espacio andino*, Lima, IEP, 142 p.
- Eresue M., Gastellu J.-M., Malpartida E., Poupon H., eds, 1990. *Agricultura andina : unidad y sistema de producción*, Lima, Editorial Horizonte, 500 p.
- Fernández M., éd., 1989. *El trabajo familiar y el rol de la mujer en la ganadería en comunidades altoandinas de producción mixta*, Huancayo, Yanapai, 48 p.
- Garcilaso de la Vega I., 1982. *Commentaires royaux sur le Pérou des Incas*, Paris, François Maspero, coll. La Découverte, 3 t., t. I, 333 p., t. II, 281 p., t. III, 332 p.
- Gastellu J.-M., 1993. «Pérou : la protestation d'un secteur autonome», in : Linck T., éd., 1993 : 225-231.

- Gastellu J.-M., 1994a. « Una respuesta al Fujishock : las invitaciones con pago en Lima », *Bull. Instit. fr. études andines*, 23 (2) : 297-315.
- Gastellu J.-M., 1994b. « Reflexiones », in : Hervé D., Génin D., Rivière G., eds, 1994 : 349-356.
- Gastellu J.-M., 1996. « Stagflation et expansion de la sphère non marchande au Pérou (1987-1990) », *Économies et Sociétés*, série P, 33(1) : 41-52.
- Gastellu J.-M., Baca E., 1994. « Le marché dans les économies paysannes », *Cah. Sci. Hum.*, 30 (1-2) : 157-178.
- Gastellu J.-M., Germain N., Hervé D., Malpartida E., 1994. « Interdisciplinarité et quiproquos : témoignage à plusieurs voix », in : CIRAD-SAR, éd., 1994 : 76-80.
- Gölte J., 1980. *La racionalidad de la organización andina*, Lima, IEP, 124 p.
- Gölte J., Adams N., 1987. *Los caballos de Troya de los invasores. Estrategias campesinas en la conquista de la Gran Lima*, Lima, IEP, 242 p.
- Gölte J., Cadena M. de la, 1983. « La codeterminación de la organización social andina », *Allpanchis Phuturinga*, 19 (22) : 7-35.
- Gómez Galarza V., 1994. *Marché international, politiques macro-économiques et politiques agricoles au Pérou : 1950-1990*, Montpellier, Université de Montpellier I, 272 p., annexes, miméo.
- Grompone R., 1991. « Fujimori : razones y desconciertos », in : Degregori C.I., Grompone R. : 21-71.
- Hervé D., Génin D., Rivère G., eds, 1994. *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*, La Paz, ORSTOM-IBTA, 356 p.
- Kholer A. (i.e. Kohler A.), Tillmann H.J., 1988. *Campesinos y medio ambiente en Cajamarca*, Lima, Mosca Azul, 280 p.
- León J., Cermeño R., 1990. « Las interrelaciones entre los sectores formal e informal en Lima metropolitana : el caso de la industria », in : Valcárcel M., éd. : 59-110.
- Linck T., éd., 1993. *Agricultures et paysanneries en Amérique Latine. Mutations et recompositions*, Paris, ORSTOM, coll. Colloques et séminaires, 256 p.
- Martínez D., Barrera M., 1989. « Uso del trabajo familiar en comunidades campesinas agropastoriles andinas », in : Fernández M., éd. : 23-48.
- Mendras H., 1976. *Sociétés paysannes*, Paris, A. Colin, 238 p.
- Mesclier E., 1993. « Cusco : espacios campesinos en un contexto de inestabilidad económica y retracción del Estado », *Revista Andina* : 7-40.
- Morlon P., 1992. *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales (Pérou, Bolivie)*, Paris, INRA, 522 p.

- Mossbrücker H., 1990. *La economía campesina y el concepto « comunidad » : un enfoque crítico*, Lima, IEP, 116 p.
- Murra J., 1975. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, Lima, IEP, 339 p.
- Ortiz Rescaniere A., 1990. « Expresiones religiosas marginales : el caso de Sarita Colonial », in : Valcárcel M., éd., 1990 : 169-202.
- Ossio J., 1990. « La misión israelita del nuevo pacto universal y su composición social », in : Valcárcel M., éd., 1990 : 111-168.
- Palma D., 1988. *La informalidad, lo popular y el cambio social*, Lima, Desco, 102 p., 2^e éd.
- Pélissier P., 1966. *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix, Imprimerie Fabrègue, 940 p.
- Rostworowski de Diez Canseco M., 1989. « Canta : un caso de organización económica andina », in : Rostworowski *et al.*, 1989 : 7-15.
- Rostworowski M. *et al.*, 1989. *Organización económica en los Andes*, La Paz, Hisbol, 144 p.
- Tchayanov A., 1970. *Théorie des systèmes économiques non capitalistes*, Dakar, ORSTOM, 24 p., miméo, trad. P. Couty.
- Tchayanov A., 1990. *L'organisation de l'économie paysanne*, Paris, Librairie du Regard, 344 p.
- Valcárcel M., éd., 1990. *Pobreza urbana. Relaciones económicas y marginalidad religiosa*, Lima, Puc, 202 p.